



ASHOKA SAHEL

RAPPORT ANNUEL

2024



ASHOKA
EVERYONE A CHANGEMAKER™



Introduction

En 2024, Ashoka Sahel a poursuivi avec détermination sa mission de d'identification, de sélection et d'accompagnement des innovateurs sociaux à travers une série de programmes phares, mobilisant à la fois les jeunes, les entrepreneurs sociaux et les partenaires de l'écosystème régional. Du processus Venture de sélection de nouveaux Fellows à l'animation d'initiatives pour la jeunesse, la justice climatique et le renforcement du réseau Fellowship, l'année a été marquée par une dynamique d'innovation sociale, d'engagement communautaire et de collaboration multisectorielle.

Ce rapport présente un panorama des principales actions menées par Ashoka Sahel en 2024, en mettant en lumière les temps forts, les profils remarquables identifiés, ainsi que les résultats et enseignements tirés de nos différents programmes. Il témoigne de notre volonté de soutenir des solutions systémiques, inclusives et durables, en réponse aux défis pressants de la région du Sahel.



Mot du Directeur

L'année 2024 a confirmé, avec force et clarté, la puissance transformatrice des femmes, des hommes et des jeunes qui, chaque jour, façonnent un Sahel plus juste, plus résilient et plus solidaire. Chez Ashoka Sahel, nous avons poursuivi avec détermination notre mission : identifier, soutenir et connecter des innovateurs sociaux porteurs de réponses audacieuses face aux défis complexes de notre époque.

Du processus Venture à l'animation du Fellowship, en passant par les initiatives pour la jeunesse, la justice climatique ou la gouvernance inclusive, chaque programme déployé a été porté par une conviction profonde : faire advenir un monde où chacun se reconnaît et agit en tant qu'acteur du changement.

Ce principe, au cœur de notre vision globale - Tous Acteur du Changement , (Everyone A Changemaker (EACH)), a trouvé un écho puissant tout au long de l'année. Il guide notre manière de faire émerger les talents, de construire des écosystèmes collaboratifs et de créer des dynamiques collectives fondées sur la confiance, la solidarité et l'innovation.

Ce rapport est bien plus qu'un bilan d'activités. Il est le reflet d'une dynamique vivante, faite de récits inspirants, de connexions inattendues et de transformations profondes. Il met en lumière les parcours de celles et ceux qui refusent le statu quo et choisissent d'agir.

Alors que nous ouvrons de nouveaux chapitres, gardons le cap : celui d'un Sahel porté par des bâtisseurs d'avenir, des passeurs de solutions, et une société où chaque individu , quel que soit son âge, sa place ou son parcours , a le pouvoir et la responsabilité d'être un acteur du changement.

Avec reconnaissance et espérance,



Tchanlandjou Kpare
Directeur Régionale
Ashoka Sahel



Agenda

Introduction	01
Mot du Directeur Régional	02
Présentation globale d'Ashoka	04
Ashoka Sahel en chiffre	04
Programme Venture	05
Nouveaux Ashoka Fellows élus	07
Programme Fellowship	21
Programme Jeunesse et éducation	23
Next gen changemakers Academy	25
Ils ont rejoint le réseau des jeunes acteurs du changement d'Ashoka	25
Programmes sur la Justice climatique et la durabilité environnementale	29
Engagement de l'écosystème	30
Nos partenaires	32
Conclusion	33

A PROPOS D'ASHOKA

Ashoka est reconnue à travers le monde pour sa capacité à identifier, soutenir et connecter plus de 4.000 innovateurs sociaux et 10.000 jeunes acteurs du changement qui portent des solutions efficaces et innovantes aux grands défis de notre société. Dans tous les secteurs, de la santé à l'éducation, des droits de l'homme à l'environnement, ces individus, hommes ou femmes, enclenchent de puissantes dynamiques collectives à l'origine des plus grands changements sociétaux. Depuis 40 ans, à travers 97 pays, Ashoka les connecte au sein du premier réseau mondial d'entrepreneurs sociaux, et développent les écosystèmes qui amplifieront leur impact. Ashoka Sahel couvre 9 pays de l'Afrique de l'ouest francophone y compris la Gambie du point de vue de sa position géographique. Le siège régional est basé à Dakar au Sénégal.

Nous appelons ces innovateurs les Fellows Ashoka.



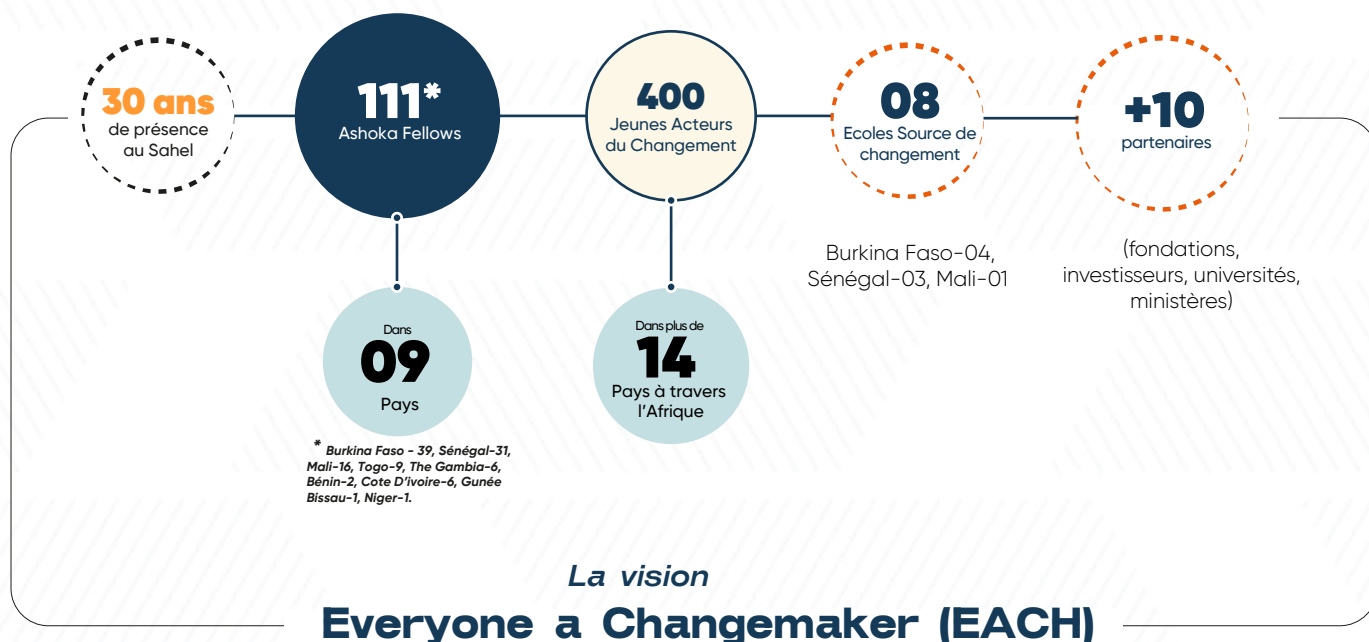
“
Un entrepreneur social ne se contente pas de donner un poisson, ou d'apprendre à le pêcher, il ne sera satisfait que lorsqu'il aura révolutionné toute l'industrie de la pêche ...
Bill Drayton, Fondateur et Président d'Ashoka

ASHOKA DANS LE MONDE

+97 **+4000**
PAYS **FELLOWS ASHOKA**

CLASSÉE PARMIS LES TOP 10 DES ONG DANS LE MONDE PAR THEDOTGOOD (ex NGO Advisor)

ASHOKA AU SAHEL



Ashoka envisage un monde où chacun est un acteur du changement



Programme Venture

Rechercher, identifier et sélectionner : le parcours des futurs Ashoka Fellows

Ashoka identifie et soutient des entrepreneurs sociaux particulièrement innovants, appelés Ashoka Fellows, qui développent des solutions efficaces et durables face aux défis sociaux et environnementaux majeurs. La sélection de ces Fellows repose sur un processus rigoureux qui s'étend généralement sur une période de 6 à 12 mois. **Celui-ci comprend cinq étapes clés : la nomination, une évaluation nationale, une évaluation internationale, un panel d'experts, puis une revue finale par le Conseil d'administration.**

Les structures éligibles sont celles dont la mission principale est orientée vers l'intérêt général et l'impact social. Cela inclut les associations d'intérêt général, les ONG menant des activités génératrices de revenus, ainsi que les entreprises sociales. Les structures dont le modèle économique repose exclusivement sur la recherche de profit ne sont pas éligibles.

Les critères de sélection privilégient les idées nouvelles, l'esprit entrepreneurial, l'impact social concret, la créativité et une forte éthique. Les candidats doivent proposer des idées transformatrices, relever des défis complexes, avoir une vision originale et faire preuve d'intégrité ainsi que d'une capacité à fédérer les parties prenantes autour d'une vision de changement systémique.

Dans le cadre de ce processus de sélection, deux panels ont été organisés au cours de l'année afin d'évaluer les candidats finalistes. Ces panels, moments clés de la démarche, permettent une analyse approfondie des profils retenus, à travers des échanges avec des experts nationaux et internationaux. Le premier s'est tenu en janvier, suivi d'un second en juillet, et chacun a constitué une étape déterminante dans la validation des futurs Fellows.

Panels Ashoka Sahel – Janvier et Juillet 2024, Dakar

Un processus stratégique pour identifier les nouveaux Fellows dans la région du Sahel

En 2024, Ashoka Sahel a organisé deux panels de sélection à Dakar, en janvier et en juillet, dans le cadre du processus Venture, cœur du programme de sélection des nouveaux Fellows Ashoka. Ces panels ont constitué des moments clés pour identifier des entrepreneurs sociaux porteurs d'innovations systémiques capables de répondre aux défis complexes de la région sahélienne.

Réunissant 11 candidats venus de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Togo, de la Guinée Conakry et du Sénégal, les panels ont suivi un processus rigoureux basé sur les cinq critères fondamentaux d'Ashoka : nouvelle idée, créativité, fibre entrepreneuriale, impact social et éthique. Chaque candidat a bénéficié d'une évaluation approfondie incluant une seconde opinion internationale, suivie d'un entretien avec un panel local composé d'experts multisectoriels.

Les panels ont permis de sélectionner quatre nouveaux Fellows, d'identifier des profils prometteurs nécessitant un accompagnement renforcé (Bounceback), et de tirer des enseignements précieux pour affiner la stratégie d'identification de futurs acteurs de changement. Ce processus démontre l'engagement d'Ashoka à faire émerger des solutions locales à fort potentiel de transformation sociale, en s'appuyant sur des standards d'excellence reconnus au niveau international.

Résultats

Sur les 11 candidats sélectionnés pour les entretiens :

- Quatre sont désormais Full Fellows après validation du conseil d'administration.
- Quatre candidats sont en Bounceback (reprogrammation ou accompagnement renforcé avant une éventuelle nouvelle présentation)
- Trois candidats n'ont pas été retenus du point de vue des critères.

Les panels Ashoka Sahel de 2024 ont marqué une avancée significative dans la stratégie régionale de d'identification et de sélection des entrepreneurs sociaux porteurs de solutions systémiques dans le Sahel. À travers une méthodologie rigoureuse et participative, articulée autour des cinq critères fondamentaux d'Ashoka, le processus a permis d'identifier des profils d'exception, porteurs de visions transformatrices ancrées dans les réalités locales.

L'intégration de quatre nouveaux Fellows au sein de la communauté Ashoka renforce notre réseau d'innovateurs sociaux dans la région, tout en ouvrant la voie à de futures collaborations, synergies et apprentissages croisés. Le statut « Bounceback » accordé à certains candidats témoigne par ailleurs de l'engagement d'Ashoka à accompagner les potentiels prometteurs dans une logique de développement progressif et de soutien sur le long terme.

A portrait of Anani Ekuhoho, a middle-aged Black man with short hair, wearing thin, gold-rimmed glasses and a blue and white vertically striped button-down shirt. He is resting his chin on his right hand, looking directly at the camera with a neutral expression. The background is a soft, out-of-focus gradient of light blue and white.

Anani Ekuhoho

Fondateur de ONG ANAVIE
Togo

Introduction

Anani met en place un système national de Clubs Seniors, dont l'objectif est d'améliorer la santé et le bien-être des personnes âgées de 60 ans et plus, en mettant l'accent sur une vie active et l'apport des aînés à travers des réseaux communautaires élargis. Cette approche a attiré l'attention des ministères de la Santé du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali et de la Guinée Conakry.

L'idée nouvelle

S'appuyant sur ses efforts réussis pour concevoir les systèmes qui soutiennent désormais le programme de santé du Togo – auparavant réservé aux fonctionnaires et désormais étendu à l'ensemble des citoyens – Anani a travaillé en étroite collaboration avec plusieurs ministères et agences togolaises pour élaborer un nouveau projet de loi et des règlements d'application en faveur des personnes âgées de 60 ans et plus. L'adoption de ce projet de loi est attendue pour la fin de cette année ou début 2025. En parallèle, et avec la coopération active du gouvernement togolais, Anani mène actuellement des projets pilotes de certaines composantes du système des Clubs Seniors.

La vision d'Anani, à travers son organisation Anavi, repose sur la création de Clubs Seniors, qui sont des centres communautaires localisés au niveau communal et spécifiquement conçus pour répondre aux besoins des citoyens âgés. Ces clubs sont reconnus par le gouvernement comme des programmes visant à promouvoir l'interaction sociale, fournir des services de soutien, et renforcer le sentiment d'appartenance communautaire chez les personnes âgées. L'objectif est que les Clubs Seniors deviennent des pôles de services de santé communautaire au sens large, en tirant parti de nouvelles formes de collaboration entre les aînés et les jeunes au service de leurs communautés.

L'enthousiasme que suscite cette idée, même avant sa mise en œuvre complète, trouve ses racines dans le passé récent du Togo, avant la guerre civile, à une époque où les familles, tant en milieu urbain que rural – qu'elles soient aisées ou à revenus modestes – vivaient dans des concessions: des réseaux fluides intergénérationnels, fondés sur la parenté ou la "parenté étendue". Parfois, une famille issue d'un village rural pouvait s'installer en ville dans une concession abritant déjà des membres de cette même communauté rurale.

Le problème

Les pays francophones du Sahel accusent un retard par rapport à leurs homologues anglophones de la région dans la mise en place de programmes destinés à servir leurs populations âgées. Cela s'explique en partie par le fait que seul le Sénégal a tenté de mettre en place un programme national d'assurance maladie, qui a permis d'enrôler plus de 3 millions de personnes ne bénéficiant d'aucune autre couverture de soins de santé publique ou privée et n'ayant pas les moyens de payer des services médicaux. Aucun des pays sahéliers ne dispose d'un système de « clubs seniors » à l'échelle communautaire qui, en plus d'offrir aux personnes âgées des opportunités de bénévolat et de service à la communauté, serait intégré au système de santé national récemment élargi.

En ce qui concerne la demande de services pour les personnes âgées, bien que la population de plus de 60 ans représente actuellement 5,5 % au Togo (un chiffre faible comparé aux 24 % de l'Union européenne), seulement 1 % de la population togolaise bénéficie de la sécurité sociale ou de pensions de retraite.



Cela laisse la grande majorité des personnes âgées vulnérables à la pauvreté, et cette proportion devrait plus que doubler d'ici 2050. Le problème de l'insuffisance des systèmes de soutien et de l'accès limité aux services essentiels a un impact matériel important sur la population âgée, affectant divers aspects de son bien-être et de sa qualité de vie. Une des principales conséquences est la solitude et l'isolement social, car de nombreuses personnes âgées manquent d'occasions d'interactions sociales et de liens significatifs. Cet isolement peut entraîner des effets négatifs sur la santé mentale, notamment la dépression, l'anxiété et le déclin cognitif. De plus, sans un soutien adéquat, les seniors peuvent rencontrer des difficultés à satisfaire leurs besoins de base, comme l'accès aux soins de santé, aux transports et à un logement abordable. Cela peut entraîner une dégradation de leur état de santé, une mobilité réduite, et une vulnérabilité accrue à l'exploitation ou à la négligence. Globalement, l'absence de systèmes de soutien complets aggrave les difficultés rencontrées par la population âgée, nuisant à son bien-être général et diminuant sa qualité de vie.

La stratégie

Les Clubs Seniors sont des organisations communautaires mises en place pour répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées au sein de leurs communautés locales. Ces clubs servent de lieux de rencontre, d'interaction sociale, d'engagement et d'accès à des services essentiels pour les aînés. Étant donné que les activités des Clubs sont centrées sur les besoins et ressources des communautés environnantes, la supervision des Clubs Seniors est assurée au niveau de juridiction du chef de commune (une commune étant une subdivision régionale au Togo, au nombre total de 117), chacun étant responsable de la fourniture des services publics sur un territoire regroupant environ 4 à 5 quartiers ou villages, ce qui constitue le rayon d'action effectif de chaque Club Senior.

L'objectif des Clubs Seniors est de redonner vie à la notion de solidarité et de soin communautaire sous une forme nouvelle. Par exemple, dans les dix clubs pilotes – six à Lomé et un dans chacune des quatre autres régions du Togo – les services ciblent les personnes âgées, les jeunes, les femmes enceintes et les mères de jeunes enfants.

Ces services incluent des opportunités de travail bénévole ou rémunéré pour les aînés dans leur commune, avec le soutien actif du chef de commune. Certains membres seniors animent des programmes d'exercice adaptés, des groupes de discussion hebdomadaires sur l'actualité, ainsi que des cours sur la nutrition, la planification des repas et la cuisine. D'autres activités sont encadrées par des experts tels que des physiologistes, des spécialistes en nutrition et des entraîneurs en gymnastique aquatique. En cohérence avec cette approche, Anavi a mis en place un programme de bénévolat senior en partenariat avec l'Agence Nationale du Volontariat, pour renforcer l'engagement communautaire. Ce programme favorise la participation active des bénévoles au soutien des personnes âgées, améliore le bien-être collectif et promeut le dialogue intergénérationnel, en offrant aux jeunes des opportunités d'apprentissage et de mentorat auprès des aînés.

Les Clubs Seniors sont des lieux où les aînés peuvent se retrouver, mais lorsqu'ils ne peuvent pas se déplacer, une prise en charge à domicile est disponible. Anavi s'est associée à l'Agence Nationale pour l'Emploi pour créer un nouveau métier : celui d'auxiliaire de vie. L'Université Publique de Lomé, située dans la capitale, a lancé un programme de certification pour cette profession émergente.

Les actions menées par Anavi ont permis de répondre à divers besoins des personnes âgées, notamment par la tenue de consultations médicales dont bénéficient plus de 500 aînés par an, et la fourniture d'une assistance sociale et juridique à plus de 100 personnes âgées chaque année. Par ailleurs, la présence numérique d'Anavi a permis d'atteindre plus de 5 000 visiteurs par an via son site internet et ses plateformes de réseaux sociaux.

Grâce à des partenariats stratégiques avec des institutions gouvernementales, des organisations internationales et des acteurs de la société civile, Anavi s'est imposée comme un catalyseur de changement politique et de plaidoyer aux niveaux national et régional. En dialoguant avec les décideurs et en défendant les droits et la dignité des personnes âgées, Anavi contribue à l'élaboration de politiques et de cadres favorisant un vieillissement en bonne santé et une inclusion sociale.

L'une des raisons pour lesquelles Anavi a joué un rôle clé tant dans l'extension du Programme National de Santé que dans le développement du système des Clubs Seniors, réside dans sa capacité à créer des systèmes interconnectés, comme un système numérique permettant au ministère de la Santé de collaborer avec l'Agence Nationale d'Assurance Maladie à travers une application mobile. Cette application, conviviale et accessible, permet aux personnes âgées de mieux gérer leur santé, de rester connectées à leurs communautés et d'accéder aux services essentiels qui améliorent leur autonomie et leur qualité de vie : assistance médicale, soins à domicile, suivi de santé, informations et ressources. Un autre exemple est une application mobile développée pour l'Association des Infirmiers du Togo, qui permet aux infirmiers d'accéder à l'historique médical récent d'un senior, y compris les résultats de consultations, les examens médicaux et les prescriptions à jour. Pour l'avenir, la vision d'Anavi inclut la création de Centres Médico-Sociaux spécialisés à Lomé, le lancement d'une application mobile dédiée aux services de soins pour personnes âgées, ainsi que la multiplication des Clubs Seniors dans davantage de communautés.



Anavi prévoit également d'étendre sa présence à l'ensemble des huit pays de l'UEMOA et de créer des Villages Seniors pour offrir un environnement familial alternatif aux personnes âgées.

La personne

Les premières années de jeunesse d'Anani se sont déroulées à Lomé, au sein d'une famille polygame composée de 17 enfants. Il faisait partie des trois derniers enfants, au moment où son père, policier, approchait de la retraite. La famille l'avait désigné comme l'« enfant indispensable », chargé de subvenir à toutes les demandes de son père et d'anticiper ses besoins.

Lorsque la guerre civile a éclaté, Anani n'avait que 13 ans. Sa famille s'est alors dispersée. Il a fui au Ghana, où il a fréquenté une école pour réfugiés et gagnait sa vie en passant clandestinement des sacs de farine de blé la nuit, entre le Ghana et le Togo, pour payer ses dépenses. Il est rentré chez lui en 1994, étant le seul des enfants à retourner auprès de son père vieillissant dont il a repris la charge. Grâce au soutien financier de ses sœurs, qui avaient émigré à Londres, Anani a pu terminer sa scolarité et a été le seul enfant de la fratrie à accéder à l'université.

Après avoir obtenu son diplôme universitaire, il a travaillé pour une compagnie d'assurance, vendant des polices d'assurance santé, puis comme représentant commercial pour des entreprises pharmaceutiques. C'est pendant cette période que la santé de ses parents s'est considérablement dégradée. Cette expérience de soins prodigués à ses parents dans leurs dernières années a transformé son parcours de vie. Il a décidé de quitter le secteur privé et a lancé ANAVIE, avec pour objectif initial de collecter des fonds auprès de programmes de RSE d'entreprises pour financer les médicaments des personnes âgées sans ressources. Son étape suivante a été de plaider auprès du ministère de la Santé pour la mise en place de services comme les soins médicaux à domicile pour les personnes âgées. C'est ainsi qu'il a commencé, en travaillant avec une population âgée qui a fini par atteindre plus de 5 000 personnes.

Il est intéressant de noter que l'intérêt exprimé par d'autres pays francophones de la région, qui cherchent à améliorer significativement leurs systèmes de santé, notamment pour les personnes âgées, est étroitement lié à la capacité prouvée d'Anani à créer des systèmes adaptés aux infrastructures administratives francophones et à son expérience réussie dans la mise en œuvre de telles solutions au Togo.



Mamounata Ouédraogo

Foundeur de REPAFER (Réseau de Promotion et d'Autonomisation de la Femme Rurale)
Burkina Faso

Introduction

Mamounata a mis en place un processus systémique pour mettre fin aux normes et pratiques discriminatoires des chefs héréditaires qui exercent une autorité coutumière sur la vie quotidienne des habitants des communautés rurales et des petites villes du Burkina Faso. Elle étend désormais son initiative aux villes et départements des pays voisins situés aux frontières sud et centrales du Burkina – le Mali, le Niger, le Bénin et la Côte d'Ivoire.

L'idée nouvelle

Mamounata Ouedraogo porte une vision transformative visant à remettre en question les normes discriminatoires perpétuées par les chefs héréditaires dans les communautés rurales. Ces chefs obtiennent leur pouvoir décisionnel par transmission générationnelle au sein de leurs familles. Ils sont responsables des décisions liées au développement de leurs villages ainsi qu'à la préservation des pratiques et traditions locales, qui limitent souvent considérablement les perspectives des groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants (par exemple, une femme tombée enceinte hors mariage peut être bannie du village).

Grâce à une approche stratégique, Mamounata collabore étroitement avec les parties prenantes clés – autorités administratives et religieuses, responsables communautaires locaux, leaders de la société civile – afin de mobiliser un appui pour le renforcement des capacités à travers l'éducation, le plaidoyer et la sensibilisation. En 2009, elle a fondé le REPAFER (Réseau de Promotion et d'Autonomisation de la Femme Rurale), un puissant outil de plaidoyer destiné à renforcer l'engagement communautaire et à faire avancer des initiatives locales pour lutter contre les pratiques discriminatoires.

Inspirée par son leadership, Mamounata a étendu ses efforts au-delà des frontières burkinabè, reconnaissant le caractère transfrontalier de ces pratiques discriminatoires. En collaborant avec des organisations et des activistes au Mali, au Niger, au Bénin et en Côte d'Ivoire, elle ambitionne de créer un réseau régional de défenseurs de l'égalité, œuvrant ensemble pour lutter contre la discrimination. En favorisant la coopération transfrontalière, le partage de ressources et les échanges de savoirs, Mamounata souhaite amplifier l'impact de son plaidoyer et instaurer un changement durable à l'échelle régionale, en autonomisant les communautés marginalisées et en promouvant la justice sociale, comme elle l'a déjà fait dans les villages ruraux du centre-sud du Burkina Faso.

En 2023, Mamounata a lancé une initiative innovante pour impliquer les gouvernements voisins du Mali, du Niger et du Bénin dans la promotion d'un nouveau leadership féminin et dans la diffusion de bonnes pratiques au-delà des frontières. Par le biais de visites et d'échanges entre chefs traditionnels et leaders de coopératives féminines du Burkina et leurs homologues des pays voisins, elle renforce la collaboration et le soutien mutuel dans la lutte contre les pratiques discriminatoires et pour l'avancée de l'égalité de genre.

Le problème

Au Burkina Faso, les femmes rurales sont confrontées à des barrières socioculturelles et économiques profondément ancrées qui freinent leur progrès et leur prospérité. Les normes de genre traditionnelles cantonnent les femmes à des rôles domestiques, limitant leur accès à l'éducation et aux sphères de prise de décision. Cela perpétue un cycle d'inégalité, avec seulement 23 % des femmes terminant leurs études secondaires, ce qui aggrave leur exclusion des activités économiques et des efforts de développement communautaire.

Sur le plan économique, les femmes rurales rencontrent des obstacles à l'indépendance financière et à l'entrepreneuriat, bien qu'elles constituent la majorité de la main-d'œuvre agricole. L'accès limité à la propriété foncière, aux ressources financières, au crédit et à la technologie entrave leur capacité à adopter des pratiques agricoles modernes, contribuant ainsi à l'écart salarial entre les sexes identifié par l'Organisation internationale du travail. Cette disparité économique, aggravée par des défis socioculturels, enferme les femmes rurales dans un cycle de pauvreté.

En 2016, les chefs de village ont commencé à faire face à des menaces alors que des groupes djihadistes ont commencé à se déplacer dans les zones rurales du Burkina, cherchant à recruter (par la force ou la persuasion) des garçons et des hommes, et à marier ou kidnapper des filles et des jeunes femmes. Les femmes soumises à ces pratiques discriminatoires sont plus vulnérables et ont tendance à être recrutées par des groupes armés organisés comme les djihadistes. Les femmes sont souvent ciblées pour le recrutement par des groupes armés organisés, comme les djihadistes, en raison des vulnérabilités découlant des pratiques discriminatoires et des inégalités sociales prévalentes dans leurs communautés, qui limitent leur accès à l'éducation, aux opportunités économiques et aux rôles décisionnels, les rendant économiquement marginalisées et socialement isolées. De plus, les groupes armés exploitent les normes de genre et les rôles traditionnels assignés aux femmes, manipulant les attentes culturelles envers les femmes en tant que soignantes, épouses et mères pour les contraindre ou les tromper afin qu'elles rejoignent leurs rangs, offrant des incitations financières, de la protection ou un sentiment d'appartenance. Reconnaisant la valeur stratégique du recrutement des femmes, les groupes armés exploitent leur accès aux réseaux et aux espaces, leur attribuant divers rôles tels que le soutien logistique, la collecte de renseignements et la diffusion de propagande, afin de renforcer leur capacité opérationnelle et exploiter les inégalités de genre existantes au sein de la société.



Cérémonie de remise de dix motopompes ce 08 décembre 2020 au profit de dix coopératives maraichères de la province du Zoundwéogo

site web :

<https://repafer.com/gallery/ceremonie-de-remise-de-dix-motopompes-ce-08-decembre-2020-au-profit-d-e-dix-cooperatives-maraicheres-de-la-province-du-zoundwéogo>

Malgré les efforts continus, des lacunes systémiques persistent, avec des défis dans la mise en œuvre des lois et des résultats de plaidoyer insuffisants. La sous-représentation politique, l'application légale insuffisante et l'impact du déplacement des populations vulnérables nécessitent des interventions soutenues et globales pour répondre aux défis liés au genre au Burkina Faso. Les femmes, les filles, les adolescentes et les enfants restent disproportionnellement touchés, représentant 52 % de la population. Leur représentation dans les rôles décisionnels reste minimale, exacerbant les vulnérabilités, y compris la violence sexuelle, les mariages précoces, les mutilations génitales féminines et les enlèvements, en particulier parmi les populations déplacées.

Ainsi, la vulnérabilité des femmes au recrutement par des groupes armés souligne la nécessité urgente de traiter les disparités socio-économiques sous-jacentes et les pratiques discriminatoires. Selon Mamounata, l'autonomisation des femmes, la promotion de l'égalité des genres et la fourniture de voies alternatives pour la participation et l'avancement socio-économique sont des étapes essentielles pour prévenir l'exploitation des femmes par les groupes armés organisés. De plus, les efforts pour combattre la radicalisation et l'extrémisme doivent inclure des interventions ciblées visant à répondre aux vulnérabilités et aux besoins spécifiques des femmes dans les zones touchées par les conflits.

La stratégie

Mamounata Ouedraogo a entrepris un parcours remarquable, traversant les villages et engageant des dialogues avec les chefs de village pour obtenir leur soutien crucial. Elle a conclu un accord avec le chef héréditaire des Ouedraogo : vous offrez aux femmes et aux filles leur liberté en supprimant les lourdes pénalités liées à leurs rôles de mères et d'épouses, et vous demandez aux chefs de village de leur fournir des terres agricoles vacantes en quantité suffisante. Cet arrangement a conduit à la création de 100 coopératives dirigées par des femmes, devenant ainsi des acteurs clés de la prospérité économique au sein des communautés gouvernées par des dirigeants héréditaires. Mamounata a stratégiquement tiré parti de l'importance des coopératives agricoles dans les milieux ruraux, qui servent souvent de principale source de produits et services agricoles pour la communauté, fournissant des produits essentiels dans des marchés peu desservis par les grands producteurs.

Mamounata a initié un programme d'ambassadrices pour les jeunes femmes, sélectionnant soigneusement quarante femmes de sa région et des zones voisines pour mener les efforts de base dans l'organisation des coopératives dirigées par des femmes. En exploitant diverses plateformes, elle collabore étroitement avec le Ministère de l'Éducation et les directeurs d'écoles pour identifier les jeunes filles les plus engagées. Ces dernières sont formées aux compétences essentielles telles que la résolution de problèmes et la prise de décision, ainsi qu'aux ressources nécessaires pour soutenir efficacement les coopératives dirigées par des femmes et les associations locales. Récemment, Mamounata a conclu le processus de sélection de 40 autres femmes chargées de responsabilités organisationnelles dans quatre provinces du sud et du centre, où l'activité djihadiste reste présente, élargissant ainsi la portée et l'influence de son programme.



site web :
<https://repafer.com/gallery/sensibilisation-des-femmes-eleveurs-de-kaibo-membres-du-repafer-ce-04-decembre-2019-sur-les-techniques-delevage>

De plus, les initiatives de Mamounata ne se contentent pas de traiter les disparités économiques, mais remettent également en question les dynamiques de pouvoir profondément ancrées, y compris celles des dirigeants héréditaires. La cellule de coordination qu'elle a créée, composée d'officiers de police, de gendarmes, d'avocats et de représentants de divers ministères, sert de plateforme de collaboration et de mobilisation des ressources. Mamounata crée des espaces où les autorités administratives locales sont contraintes de confronter les dirigeants héréditaires, marquant ainsi un changement dans les dynamiques de pouvoir. En tirant parti du soutien des forces de l'ordre et des agences gouvernementales, Mamounata amplifie non seulement son plaidoyer, mais limite aussi l'influence incontrôlée des autorités traditionnelles.

Grâce à des partenariats stratégiques avec des organisations comme WANEP Burkina, IPBF, EQUIPOP, et des ministères gouvernementaux, Mamounata a facilité la création de la "Coalition Femmes, Paix et Cohésion Sociale de la Région Centre-Sud" en 2022. Cette coalition a réuni des acteurs des trois provinces et de 19 municipalités rurales et urbaines, amplifiant les efforts collectifs pour un changement positif. L'engagement stratégique de Mamounata auprès des leaders religieux, des jeunes et des femmes dans ces initiatives lui a valu la reconnaissance du gouvernement burkinabé pour son rôle clé dans la refonte de l'éducation.

En collaborant étroitement avec les parties prenantes, elle a veillé à la suppression de la violence basée sur le genre du programme scolaire, entraînant des résultats concrets comme des changements dans les supports de lecture au Burkina Faso cette année. Agissant à la fois au niveau national et sous-régional à travers son organisation, Mamounata a eu un impact significatif, atteignant six des treize régions du Burkina Faso et influençant positivement la vie de 27 580 personnes. Les projets futurs incluent la collaboration avec des organisations et des activistes des pays voisins comme le Mali, le Niger, le Bénin et la Côte d'Ivoire pour créer un réseau régional de défenseurs.

Cet effort collectif vise à combattre la discrimination et à promouvoir l'égalité à travers les frontières. Mamounata prévoit également d'organiser des initiatives transfrontalières, notamment des ateliers, des conférences et des campagnes de sensibilisation, pour sensibiliser et mobiliser le soutien à l'égalité des genres et aux droits humains à l'échelle de la région.



La personne

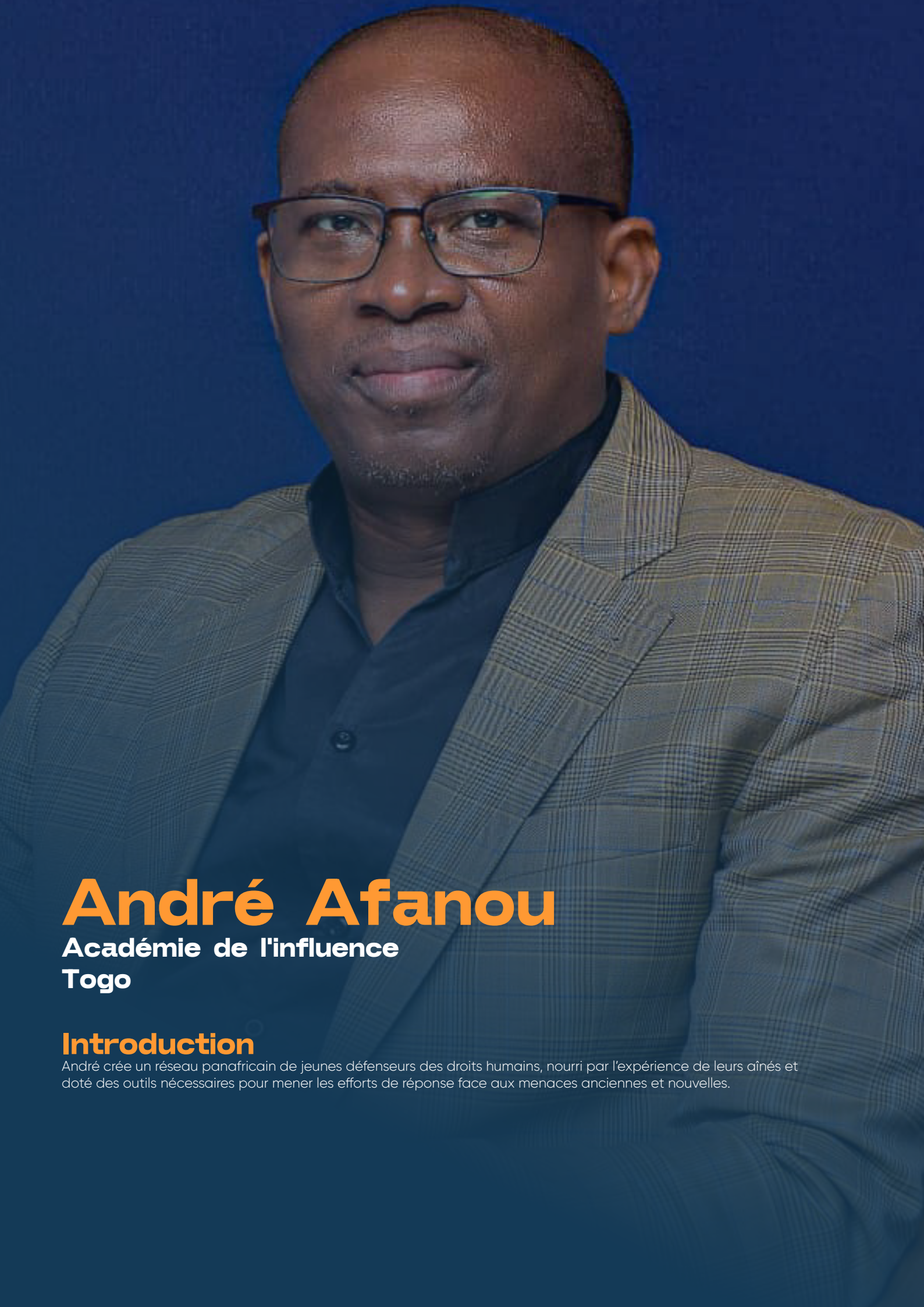
Mamounata est née en 1983 dans une famille polygame dans le village de Nue, au centre-sud du Burkina Faso. Il y avait quatre épouses et trente enfants dans la famille. Son père est décédé lorsqu'elle avait 14 ans, et sa mère a été informée qu'elle devait désormais épouser le frère de son mari, mais sa mère a refusé.

Mamounata est tombée enceinte à l'âge de 18 ans et était célibataire. Selon la coutume, elle a été envoyée hors de la communauté, dans son cas, chez sa tante dans un autre village, et le chef du village lui a interdit de visiter sa maison ancestrale et de parler à tout membre masculin de sa famille. Depuis la maison de sa tante, elle a été envoyée en ville, chez l'homme qui l'avait mise enceinte. Mais cet homme s'était depuis marié, et lui et sa femme ont refusé de nourrir Mamounata lorsqu'elle est arrivée, la faisant dormir par terre dans le salon. Le frère de cet homme a ensuite emmené Mamounata de retour dans la maison ancestrale de sa famille dans son village, et cette fois, le chef du village lui a permis de rester chez sa mère.

Grâce à une subvention de Plan International, Mamounata a commencé à travailler au bureau du préfet et a commencé à suivre des cours du soir. En 2008, elle a trouvé un emploi en tant qu'enseignante dans l'école du village. En établissant une relation de confiance et en parlant ouvertement avec les mères, elle a découvert que beaucoup de femmes du village avaient vécu des expériences similaires aux siennes : des grossesses adolescentes qui leur avaient causé des traumatismes et les avaient laissées pauvres, incapables de nourrir correctement leurs enfants.

Mamounata est allée voir le chef du village et lui a demandé 10 hectares de terre où les femmes pourraient cultiver du riz pendant la saison des pluies. Pendant la saison sèche, Mamounata a organisé des programmes d'alphabétisation pour les mères. Cette approche a été copiée par d'autres villages de la région, mais les hommes du village refusaient d'accepter les femmes dans les rôles de leadership, alors Mamounata a commencé à enquêter sur la manière dont la famille royale Ouedraogo exerçait son contrôle sur les chefs de village. Elle savait que leur propre chef de village avait eu à faire face au problème d'une adolescente non mariée dans sa propre famille polygame et qu'il connaissait d'autres chefs de village qui avaient rencontré ce même problème.

Il a fallu quatre ans à Mamounata pour voyager de village en village afin de rencontrer tous les chefs de village du territoire du dirigeant héréditaire Ouedraogo. Elle a planifié stratégiquement ces visites pendant les périodes de fermeture des écoles, ce qui lui a permis de rencontrer les chefs quand ils étaient plus accessibles. Au fur et à mesure que Mamounata poursuivait son voyage, la nouvelle de sa quête s'est répandue dans toute la région, suscitant une large discussion et un grand intérêt. Grâce à ses efforts persistants et à sa communication persuasive, Mamounata a réussi à convaincre les chefs de village de soutenir à l'unanimité sa proposition. Ensemble, ils ont décidé de présenter la proposition de Mamounata comme étant la leur et de s'adresser à l'intermédiaire du dirigeant héréditaire, montrant ainsi une unité dans leur plaidoyer en faveur du changement.



André Afanou

Académie de l'influence
Togo

Introduction

André crée un réseau panafricain de jeunes défenseurs des droits humains, nourri par l'expérience de leurs aînés et doté des outils nécessaires pour mener les efforts de réponse face aux menaces anciennes et nouvelles.

L'idée nouvelle

La vision d'André est que le fil conducteur qui relie tous les jeunes défenseurs des droits de l'homme africains est qu'ils vivent à une époque où les fondements des droits de l'homme dans chaque pays sont confrontés à des menaces familiaires – telles que les coups d'État inspirés par des militaires – ainsi qu'à des menaces provenant des effets cumulés de la perturbation climatique, y compris les perturbations des pratiques agricoles et les migrations massives, entrant et sortant de leurs pays. Dans certains cas, ils sont confrontés à ces menaces simultanément (par exemple, au Sénégal).

En 2021, à partir de la région de la CEDEAO en Afrique de l'Ouest, André a lancé le programme de bourses Influence Academy Fellowship. À travers un processus de sélection rigoureux axé sur l'identification de personnes compétentes pour relever de véritables défis en matière de droits de l'homme, recruter des collaborateurs, mesurer l'impact social et communiquer efficacement leurs réalisations.

L'Académie a élu 250 boursiers travaillant dans 20 pays d'Afrique. Par exemple, un boursier de 23 ans a identifié son domaine d'engagement et a reçu une formation à travers l'Académie, lui permettant de constituer une équipe de 20 avocats et de les mobiliser pour soutenir un journaliste emprisonné pour son travail. Ensemble, ils fournissent un soutien juridique et collaborent avec des organisations comme l'IRDA en Gambie. Dans un autre exemple, un boursier a créé l'"Académie des Paysans Nénonéné", promouvant des pratiques agroécologiques et sensibilisant les agriculteurs aux droits économiques, sociaux et culturels. En fournissant une formation en agriculture écologique et en mentorant les agriculteurs pour améliorer la qualité de leurs produits, cette initiative permet aux communautés de comprendre et de revendiquer leurs droits, contribuant ainsi à la durabilité environnementale. Cette initiative favorise non seulement un réseau de catalyseurs de changement, mais leur permet également d'inspirer davantage de jeunes à passer à l'action, amplifiant l'impact de la défense des droits humains à travers le continent.

En plus de l'Influence Academy Fellowship, André a tiré parti de son propre vécu et de celui de ses pairs dans d'autres pays pour lancer le premier d'une série de trois ateliers itinérants "finding our way", qui utilisent des stratégies africaines éprouvées, étape par étape, pour démanteler l'oppression des droits de l'homme, depuis : 1) l'action immédiate après un coup d'État ; 2) la restauration et l'élargissement de l'action civique et de la responsabilité gouvernementale ; puis 3) le lancement d'initiatives régionales coordonnées par des défenseurs des droits de l'homme de différents pays pour inverser les limitations des libertés largement accessibles de leurs citoyens (par exemple, le droit de participer à des élections libres et équitables).

Le problème

Bien que des exemples dramatiques en cours de guerres militaires (par exemple, au Soudan et en République Démocratique du Congo) captent l'attention mondiale en raison des souffrances régionales qu'elles entraînent, le travail de la grande majorité des défenseurs des droits de l'homme

africains consiste de plus en plus à élargir le champ d'action des citoyens pour qu'ils puissent exercer leurs droits dans leur zone de juridiction légale immédiate – par exemple, le droit de leurs enfants à être éduqués, que l'eau qu'ils boivent soit exempte de contaminants et que les parents ne soient pas trompés en envoyant leurs filles vivre en ville chez un parent, alors qu'en réalité, elles sont envoyées en traite humaine à Dubaï pour y être utilisées comme domestiques, voire pire.

Pendant ce temps, les gouvernements de la région de la CEDEAO et d'ailleurs sur le continent font face à des demandes croissantes de transparence de la part des jeunes (60 % de la population a moins de 24 ans) et des jeunes connectés à Internet (55 % des jeunes de moins de 24 ans ont accès à un téléphone portable qui leur permet d'accéder aux plateformes de médias sociaux).

Prenons l'exemple du gouvernement togolais. Le même gouvernement togolais qui a été l'objet des efforts d'André pour défendre les droits de l'homme est désormais en contact avec lui pour co-crée une culture des droits de l'homme centrée sur l'Afrique et un canon juridique basé sur les pratiques et précédents africains historiques, qui séduira la génération jeune et connectée à Internet de l'Afrique.



La stratégie

André voit dans son parcours pour renforcer les droits de l'homme au Togo un certain nombre de leçons utiles pour les défenseurs à travers le continent. En 2005, André s'est concentré sur la nécessité que le gouvernement et les acteurs extérieurs agissent sans impunité, qu'il s'agisse de citoyens ordinaires ou de hauts responsables impliqués dans des actes flagrants. Cela a impliqué la création d'organisations comme la Plateforme citoyenne pour la justice et la vérité et la coordination avec la Haute Commission des droits de l'homme pour élaborer la politique et la stratégie des consultations nationales qui ont conduit à la création de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation nationale.

En 2017, l'organisation d'André a entrepris une mission visant à renforcer les compétences des défenseurs des droits de l'homme, en mettant l'accent sur l'amélioration de leurs capacités de communication. Cette initiative visait à faire évoluer leur approche, en passant de la confrontation à l'incorporation de témoignages publics et de récits de vérité. Le résultat de ces efforts a été une législation fédérale révolutionnaire qui a limité l'utilisation de la torture par des moyens extra-judiciaires et a interdit à l'Agence nationale de renseignement de détenir des individus de manière arbitraire.

S'appuyant sur ces succès, André a été nommé par le gouvernement togolais pour diriger le projet Togo Vision 2030, qui a coïncidé avec des progrès législatifs importants dans la structure et le fonctionnement du gouvernement togolais. Au cours de cette période, des changements clés ont été opérés, notamment la réinstauration du tribunal pénal avec des procès publics, la facilitation de la formation d'organisations-cadres légales pour les organisations de la société civile (OSC), et la réintroduction des débats pour les candidats aux fonctions publiques. Il a pu plaider en faveur et obtenir un décret gouvernemental établissant une plateforme multi-parties prenantes composée de 9 ministères et 9 OSC. Cette plateforme sert de point de coordination et de coopération pour le gouvernement, les institutions et les OSC. De plus, deux nouvelles lois ont récemment été adoptées, reconnaissant le rôle vital des défenseurs des droits de l'homme dans la défense de la démocratie et de la liberté d'association comme un droit civil inhérent, à l'abri de toute ingérence gouvernementale.

Au cœur de ses initiatives figurent des outils numériques puissants, illustrés par le site web AFEZIA lancé en 2020 et l'application mobile révolutionnaire Xonam. Ces plateformes servent de canaux dynamiques pour la diffusion de l'information, l'engagement des jeunes et la déclaration des violations des droits de l'homme, abordant efficacement des questions cruciales telles que la protection des données personnelles et les violations des droits humains.

Les initiatives d'André ont donné des résultats concrets, avec plus de 500 jeunes leaders formés, 800 détenteurs de droits ayant bénéficié d'une assistance juridique, et des conseils fournis à 25 ONG de défense des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest et Centrale.

Dans l'avenir, André imagine un futur dans lequel une cohorte diversifiée de jeunes activistes catalysera un changement profond au Togo et en Afrique. À travers l'éducation, la formation, la sensibilisation et la lutte pour divers droits, ces individus seront guidés. La stratégie de croissance pour les cinq prochaines années inclut l'élargissement de la portée et de l'impact de l'Académie en élargissant sa base de membres, en favorisant la collaboration avec d'autres organisations et réseaux, et en améliorant ses programmes de formation et de mentorat. De plus, André vise à promouvoir des changements politiques et des réformes légales qui soutiennent les principes des droits de l'homme, y compris la protection des défenseurs des droits de l'homme et la liberté d'association, et à intégrer des aspects liés aux valeurs fondamentales africaines dans les chartes promouvant les droits humains universels. Il prévoit également de renforcer les mouvements de base et les initiatives communautaires pour traiter efficacement les problèmes locaux relatifs aux droits de l'homme.



La personne

André est né et a grandi dans une famille polygame de douze enfants. Il a été élevé par son père, sa mère étant partie lorsqu'il avait deux ans. Il a reçu une éducation religieuse catholique jusqu'au lycée et a adopté l'idée des possibilités que le changement démocratique pouvait apporter. Avec trois de ses amis, il a lancé un journal étudiant, Voix des Jeunes, et a recruté un professeur sympathique pour être leur conseiller.

À l'université, il a étudié le droit des affaires pendant quatre ans et est devenu journaliste pour un magazine national pendant cinq ans, mais il était insatisfait de ce travail. Il a décidé de déménager dans un petit village rural sans électricité ni eau courante et a enseigné le français là-bas de 2001 à 2004.

André enseignait aux étudiants à s'organiser et à produire leurs propres solutions à leurs problèmes. Un des enseignants de l'école avait travaillé dans une organisation de défense des droits de l'homme, et en 2004, André a déménagé à Lomé pour travailler dans cette organisation. En 2005, le président du Togo est décédé, son fils a pris la relève, et ce processus a été marqué par de nombreux meurtres, tandis que le président de l'organisation des droits de l'homme où il travaillait est parti aux États-Unis.

André a quitté cette organisation et fondé la première ONG togolaise liée au droit, qui condamnait les explications du gouvernement sur la soi-disant "justice de transition". Il a intenté la première affaire réussie contre le gouvernement, demandant une indemnisation pour une victime de torture par la police. Il a ensuite commencé à tenter des actions similaires au nom des victimes de torture qui avaient eu lieu au niveau régional, hors de Lomé, et a élargi son plaidoyer juridique au nom des nombreuses victimes du coup d'État.



Bangaly Camara

Lejepad-Guinée

Guinée

Introduction

Dans un pays marqué par l'instabilité politique, la mauvaise gouvernance et de forts conflits ethniques internes, Bangaly opérationnalise et développe des espaces civiques à travers un vaste réseau autonome de jeunes, afin de promouvoir la consolidation de la paix et le développement local, grâce à un système d'alerte précoce pour la gestion des conflits, la collaboration et la redevabilité.

Nouvelle idée

LEJEPAD-GUINÉE représente une approche novatrice de l'engagement des jeunes et de l'autonomisation des communautés en Guinée, avec un focus sur la gouvernance, la démocratie, les droits humains, la paix, la sécurité et le développement durable. Contrairement aux initiatives traditionnelles, souvent centrées sur des problématiques isolées ou des communautés spécifiques, LEJEPAD-GUINÉE adopte une stratégie holistique et multidimensionnelle qui intègre divers aspects de la vie civique. L'initiative est innovante non seulement par son approche globale, mais aussi par l'implication proactive des jeunes à chaque étape, de la formation à la sensibilisation en passant par le plaidoyer et le suivi.

Le potentiel de changement systémique de cette idée réside dans sa capacité à transformer les dynamiques d'engagement communautaire et de gouvernance. En plaçant les jeunes au cœur de l'action, elle crée un paradigme où ceux-ci ne sont pas de simples bénéficiaires mais de véritables acteurs de leur avenir. Ce modèle inclusif permet aux voix des jeunes d'être entendues et à leurs besoins d'être pris en compte, tout en favorisant la transparence dans les affaires publiques et en encourageant une culture de la redevabilité. Parmi les tactiques innovantes de LEJEPAD-GUINÉE figure la mise en place d'un cadre de collaboration multipartite réunissant autorités locales, secteur privé et citoyens pour discuter périodiquement des problèmes communautaires et définir les priorités. Cette approche collaborative garantit des solutions ancrées localement et durables, faisant de l'initiative un modèle reproductible dans d'autres régions comme la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Niger et le Sénégal.

L'impact concret de LEJEPAD-GUINÉE se manifeste par son influence directe sur le changement social et le développement communautaire. L'initiative forme les jeunes à l'analyse budgétaire, à la gestion des conflits et au suivi communautaire, leur donnant ainsi les compétences nécessaires pour demander des comptes aux autorités locales, promouvoir la bonne gouvernance et préserver la paix. La création d'espaces de dialogue et l'implication de parties prenantes diverses dans les processus décisionnels favorisent une culture de la transparence et de la confiance. Ce modèle a déjà produit des résultats notables : 240 jeunes issus de partis politiques et de la société civile ont été formés et s'engagent dans des pratiques de redevabilité dans 12 communes urbaines. Ces efforts ont abouti à l'élaboration de propositions de lois sur la redevabilité et de réformes du processus électoral actuellement en discussion au Conseil National de la Transition.

LEJEPAD-GUINÉE ambitionne de faire de la Guinée un modèle de gouvernance participative et de citoyenneté active d'ici cinq à dix ans. Bangaly imagine un pays où les jeunes participent pleinement aux processus décisionnels, contribuant à un gouvernement transparent, responsable et réactif. L'approche innovante de l'initiative – alliant formation des jeunes, collaboration entre parties prenantes et résolution communautaire des problèmes – en fait un catalyseur de changement social à grande échelle. Bangaly prévoit également de créer un réseau de pays africains engagés dans la promotion de la redevabilité et de la transparence budgétaire, afin de faire de la gouvernance participative une

pratique courante à l'échelle du continent. En bâtissant des alliances basées sur l'intégrité et le professionnalisme, et en recherchant des partenariats de soutien, LEJEPAD-GUINÉE souhaite étendre son impact pour devenir la nouvelle norme de l'engagement civique et de la gouvernance en Afrique.

Le problème

La Guinée Conakry est marquée par une instabilité politique persistante, caractérisée par de multiples coups d'État et des conflits interethniques récurrents. Depuis son indépendance de la France en 1958, le pays a connu une succession de régimes autoritaires et de transitions chaotiques. En 2010, Alpha Condé devient le premier président élu démocratiquement, mais son administration est également entachée d'accusations de corruption et de tensions ethniques. En 2021, Condé est renversé par un coup d'État militaire dirigé par le colonel Mamady Doumbouya, replongeant une fois de plus le pays dans l'incertitude politique. Les conflits entre les groupes ethniques, notamment les Malinkés, les Peuls et les Soussous, ont exacerbé l'instabilité. Ces tensions sont souvent alimentées par des politiques discriminatoires, la compétition pour les ressources et le pouvoir politique, entraînant des violences intercommunautaires.



Le problème matériel concerne la corruption généralisée dans les processus d'exécution budgétaire des communes. Cette corruption se manifeste par le détournement de fonds destinés au développement communautaire et par le favoritisme accordé à certains groupes ou individus, souvent au détriment de l'intérêt général. Il en résulte une forte hausse des revendications sociales et un mécontentement croissant de la population. Le problème systémique fondamental réside dans le manque de confiance envers les autorités municipales, en raison de leur incapacité à mobiliser de manière transparente et efficace les ressources internes. La dissolution des conseils municipaux dans 38 communes, remplacés par des délégations spéciales actuellement sous enquête judiciaire, illustre l'ampleur des défaillances en matière de gouvernance et l'urgence des réformes à entreprendre. Malgré la présence d'entreprises minières et d'autres acteurs commerciaux, le taux de mobilisation des recettes internes dans certaines communes n'était que de 35 % en 2023.

Ce faible niveau s'explique par un manque de sensibilisation et de communication envers les citoyens sur leurs responsabilités fiscales, aggravé par la corruption des agents fiscaux, qui acceptent des pots-de-vin en échange de réductions d'impôts pour certaines entreprises. En Guinée, le Code des collectivités locales, promulgué le 15 mai 2006, a établi les principes fondamentaux de la décentralisation. Celle-ci visait à promouvoir le développement à la base grâce à l'autonomie administrative et financière des collectivités locales, incluant le transfert de ressources humaines, fiscales, budgétaires et foncières. Malgré ces dispositions, les défis restent importants, notamment dans l'exécution des budgets municipaux et la prise en compte des besoins des citoyens.

Les jeunes reconnaissent qu'ils ont peu d'opportunités de participer aux décisions communautaires, de faire preuve de leadership ou d'être inclus de manière significative dans les processus décisionnels. La plupart considèrent le système politique comme dominé par les adultes et les élites puissantes. Les jeunes pensent que l'accès à l'engagement civique leur permettrait de devenir des leaders et de promouvoir l'égalité des droits au sein de leur communauté. La participation des jeunes, notamment des jeunes femmes, à la vie sociale et civique est plus faible, en raison des rôles traditionnels assignés aux femmes, du manque de modèles féminins et d'opportunités d'engagement, ainsi que des violences fréquentes à leur rencontre lors de manifestations politiques.

La faible implication des jeunes dans la vie civique et politique du pays conduit à leur exclusion des processus de décision, de conception et de mise en œuvre des politiques de développement. En conséquence, les politiques gouvernementales adoptées ont souvent un impact limité sur les jeunes et sur l'amélioration de leur bien-être. Les jeunes et les parties prenantes confirment que les politiciens ont tendance à manipuler les jeunes pour faciliter leur élection ou réélection, en leur promettant une compensation financière en échange de leur participation aux campagnes et manifestations politiques. Malheureusement, les jeunes finissent souvent victimes de violences ou exposés à l'extrémisme durant ces périodes.

Les efforts précédents menés par le gouvernement, le secteur privé et la société civile pour répondre à ces problèmes ont eu un succès limité. Le gouvernement a eu du mal à surmonter l'instabilité politique, marquée par une transition militaire axée sur la conservation du pouvoir plutôt que sur la bonne gouvernance et les enjeux de développement. Les initiatives existantes n'ont pas réussi à lutter efficacement contre la corruption ni à renforcer la transparence dans la gestion des finances publiques, laissant perdurer des dysfonctionnements systémiques qui alimentent la méfiance et l'inefficacité. Ces efforts ont souvent échoué en raison d'un manque de volonté politique, d'une application insuffisante des réglementations et d'un engagement communautaire et d'un pouvoir d'action trop faibles.

La stratégie

Au cœur de la stratégie de LEJEPAD-GUINÉE se trouve la formation approfondie des jeunes aux compétences essentielles telles que l'analyse budgétaire, le suivi communautaire et la résolution des conflits. Cette formation permet aux jeunes de demander des comptes aux autorités locales et de plaider pour une gouvernance transparente.

En mettant l'accent sur des compétences pratiques ayant un impact direct sur leurs communautés, Bangaly veille à ce que les jeunes soient non seulement prêts à s'engager dans des activités civiques, mais aussi capables de mener le changement. Les programmes de formation sont conçus pour être évolutifs, ce qui permet leur extension à d'autres régions et pays au fur et à mesure du développement de l'initiative. Plus de 50 000 jeunes ont été formés dans toutes les communes de Guinée sur des thèmes tels que la prévention des conflits, l'analyse et le suivi budgétaires, et la participation politique des jeunes. À l'issue des formations, des cellules locales sont créées dans chaque préfecture de Guinée. Bangaly a également développé une application nommée KOBO-collect, destinée à la collecte, au suivi et au signalement de données sur les conflits. Cet outil soutient les efforts de médiation en impliquant les jeunes dans le maintien de la paix.

Un élément clé de la stratégie de LEJEPAD-GUINÉE réside dans la mise en œuvre de projets stratégiques avec des cadres de collaboration multipartite. Ces cadres rassemblent autorités locales, représentants du secteur privé, organisations de la société civile et citoyens pour discuter et prioriser les enjeux communautaires. Des séances de dialogue régulières facilitent l'identification des problèmes urgents et l'élaboration de solutions concrètes. En 2016, le consortium MOSSEP (Mouvement des Organisations de la Société Civile pour le Suivi des Services Publics) a été l'un des premiers à surveiller la qualité des services publics dans les domaines de l'éducation, de la santé et des travaux publics en Guinée, avec le soutien financier de la Fondation OSIWA. Dans ce consortium, LEJEPAD a travaillé dans le domaine de l'éducation avec 50 agents déployés et a participé aux réunions des autorités éducatives. LEJEPAD collabore également avec Social Change Factory en tant que partenaire de mise en œuvre du projet Youth Voice, qui traite des citoyens non reconnus dans les pays comme la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry et le Sénégal.

Entre 2020 et 2021, grâce à un financement de la National Endowment for Democracy (NED), 240 jeunes issus des partis politiques et de la société civile ont été formés à l'utilisation d'outils de redevabilité tels que l'analyse budgétaire indépendante et le suivi communautaire. Ces jeunes ont analysé les budgets de 12 communes urbaines et ont participé à un forum national à Conakry pour partager leurs meilleures pratiques avec les autorités locales. Le projet de Bangaly, « Face au Peuple », une émission télévisée de débats entre députés de la majorité et de l'opposition, a connu un grand succès à travers sa diffusion sur la RTG. Cette approche collaborative permet une gouvernance inclusive, où les décisions reflètent les besoins et perspectives de l'ensemble de la communauté. En promouvant une culture de coopération et de responsabilité partagée, l'initiative soutient des solutions durables et portées par les citoyens.

La stratégie de LEJEPAD-GUINÉE s'attaque aux causes profondes des défis en matière de gouvernance en favorisant la redevabilité et la transparence. L'initiative réalise des analyses budgétaires indépendantes et des suivis communautaires pour s'assurer que les fonds publics sont utilisés de manière efficace et équitable. Ces actions permettent non seulement de tenir les autorités responsables, mais aussi de sensibiliser les citoyens à leurs droits et devoirs,

instaurant ainsi une culture d'engagement civique et de vigilance. Par exemple, certains jeunes parmi les 240 participants aux initiatives de transparence budgétaire ont atteint des fonctions décisionnelles. L'un est président de la délégation spéciale de la commune rurale de Garambé, deux sont membres du Conseil National des Jeunes de Guinée, et d'autres sont devenus autoentrepreneurs dans les domaines économique et social. L'élaboration de lois sur la redevabilité et les réformes du processus électoral, actuellement en discussion au Conseil National de la Transition, témoigne de l'impact de cette initiative sur les politiques publiques et la gouvernance.

Bangaly envisage d'étendre LEJEPAD-GUINÉE au-delà de la Guinée, en créant un réseau de pays africains engagés dans la promotion de la gouvernance participative et de la transparence budgétaire. Ce plan ambitieux prévoit de tisser des alliances avec des organisations et des gouvernements en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Niger et au Sénégal, où LEJEPAD est déjà présent.



La personne

Bangaly, né en Guinée, a traversé des épreuves personnelles et des bouleversements sociaux majeurs qui ont profondément forgé son esprit entrepreneurial et son engagement en faveur du changement social. Élevé dans un contexte difficile, son enfance est marquée par l'absence de ses deux parents, contraints à la fuite pour raisons financières. Alors qu'il était en classe de sixième, sa mère a dû fuir pour échapper à des dettes, et son père, après avoir subi des pertes financières liées au décès de son frère cadet, a été contraint à l'exil. Élevé au sein d'une famille élargie sans soutien parental direct, Bangaly a dû assumer très tôt de lourdes responsabilités.

Malgré ces circonstances, il a fait preuve d'une résilience remarquable et de qualités de leadership. Au lycée, il participe à une campagne de sensibilisation à l'éducation sexuelle intitulée « Tabou sur la sexualité », dans laquelle il est à la fois directeur technique et acteur principal de la troupe de théâtre scolaire. Cet engagement précoce dans l'action communautaire et le leadership a posé les bases de ses futures actions en faveur du changement social.

Très jeune, Bangaly prend conscience de l'importance de la paix et de la cohésion sociale, notamment dans un pays miné par l'instabilité politique et les conflits communautaires. Animé par une volonté de promouvoir l'harmonie, il s'implique dans la médiation communautaire. Un moment décisif survient lors de sa participation à une formation sur le leadership et la prévention des conflits à l'Institut de Gorée au Sénégal. Inspiré par le directeur exécutif de l'institut et son engagement en faveur des jeunes, Bangaly rentre chez lui avec une détermination renouvelée à promouvoir la paix et l'unité dans sa communauté.

L'un de ses premiers défis majeurs fut de gagner la confiance des parties prenantes, notamment des autorités locales et du secteur privé. Conscient de l'importance cruciale de leur implication dans toute démarche de gouvernance et de redevabilité, il adopte une approche de co-construction, associant ces acteurs à toutes les étapes de conception et de mise en œuvre des initiatives. Cette stratégie s'est avérée efficace pour surmonter les résistances et garantir une participation active de tous.

Un tournant décisif dans son parcours survient lors des élections législatives de 2013 en Guinée. Membre du forum des jeunes des partis politiques, il joue un rôle déterminant dans la médiation d'un conflit politique ayant dégénéré en crise communautaire à Conakry. Après l'incendie, par des partisans du RPG, d'un bus de campagne du parti UFDG dans la commune de Ratoma, entraînant d'importants dégâts matériels, Bangaly prend l'initiative de réunir les groupes antagonistes autour de la table de négociation. Il facilite la mise en place d'un comité mixte regroupant des jeunes des quartiers rivaux de Petit Lac et de Hamdallaye Pharmacie. Cette médiation a permis d'éviter l'escalade du conflit, illustrant sa capacité à instaurer le dialogue et à apaiser les tensions.

Bangaly attribue une grande part de son succès aux valeurs et compétences acquises dans son enfance. Son père, en le traitant dès le plus jeune âge comme un adulte, lui a transmis un sens aigu des responsabilités. Ce mode d'éducation, fondé sur la confiance et des attentes claires, lui a permis de développer une intelligence émotionnelle et une résilience indispensable pour faire face à des enjeux sociaux complexes tout en maintenant une éthique de leadership forte.

Désillusionné par l'engagement politique traditionnel et animé par le désir de générer un impact tangible dans la société, Bangaly s'oriente vers l'entrepreneuriat social. Ses expériences passées avec les échecs politiques et les conflits communautaires ont renforcé sa foi dans la puissance des initiatives locales et des solutions portées par les citoyens. C'est cette conviction qui nourrit aujourd'hui ses efforts pour promouvoir la transparence, la redevabilité et la participation citoyenne à la gouvernance locale, avec pour objectif de bâtir une société plus juste et équitable.

À travers son engagement en faveur de l'entrepreneuriat social et du développement communautaire, Bangaly continue de mobiliser ses expériences personnelles et ses compétences professionnelles pour répondre aux défis systémiques et autonomiser les communautés marginalisées en Guinée. Son parcours est une preuve vivante du pouvoir transformateur de la résilience, du leadership et d'un engagement profond pour le changement social.

Programme Fellowship

Une année de synergies et d'engagement au service des Fellows

Tout au long de l'année, Ashoka Sahel a mis en œuvre une série d'initiatives destinées à soutenir, valoriser et renforcer l'impact de ses Fellows. Ces actions ont permis de créer des espaces d'échange, de renforcement de capacités et de collaboration entre innovateurs sociaux à l'échelle régionale. À travers des webinaires thématiques, des masterclasses inspirantes, des temps de valorisation des parcours, et un atelier de relance stratégique du réseau ICON, le programme Fellowship a démontré toute sa pertinence dans l'accompagnement des acteurs du changement.

Les activités présentées ci-dessous illustrent la diversité des formats et des thématiques abordés, allant de la biodiversité au bien-être des innovateurs, en passant par la collaboration inter-organisationnelle et la célébration de l'entrepreneuriat social. Elles traduisent l'engagement d'Ashoka à soutenir ses Fellows dans la consolidation de leur impact et dans la co-construction de solutions systémiques aux défis sociaux et environnementaux du continent.

Webinaires sur la biodiversité avec Damien MARTIN du Programme de Petites Initiatives (PPI)

Les discussions ont porté sur quatre axes: introduction à la biodiversité, identification des menaces, opportunités de financement et partage de bonnes pratiques. L'objectif était de sensibiliser les participants aux enjeux urgents et de leur fournir des outils pour mobiliser des fonds et établir des partenariats. Le webinaire a enregistré 53 inscriptions et 31 participants issus du Sénégal, du Togo, du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire. La répartition des participants était la suivante : 40 % d'étudiants, 30 % d'enseignants, 15 % de responsables d'établissements scolaires et 15 % de représentants d'organisations partenaires. Les participants sont restés en ligne en moyenne 48 minutes, démontrant un fort niveau d'engagement.



Webinaires sur le bien-être avec Karima Grant

Le 24 juillet, un webinaire a rassemblé environ 65 participants de divers pays d'Afrique de l'Ouest ainsi que du réseau des Jeunes Acteurs de Changement. L'événement, animé par Aziz Soumaré (Responsable des Programmes Jeunesse – Ashoka Sahel), a réuni trois experts : Karima Grant (Fellow Ashoka, fondatrice d'ImagiNation Africa), Mohamed Fall (Coordinateur National des anciens du programme Youth Exchange and Study) et le Dr. Mamadou Sy (Acteur de Changement Ashoka, cofondateur de Docteur Nakamou). Les discussions ont mis en lumière le lien crucial entre bien-être et efficacité des innovateurs sociaux, en abordant les sources de stress majeures et les stratégies pour maintenir un équilibre personnel et professionnel sain. L'importance du soutien organisationnel pour favoriser l'innovation et assurer la pérennité des initiatives sociales a également été soulignée.



Masterclass sur le modèle du Consortium Jeunesse Sénégalais par Sobel Aziz Ngom :

La masterclass sur l'importance de la formation de consortiums a sensibilisé 76 participants, principalement des acteurs de changement d'Ashoka Sahel et des organisations de jeunesse d'Afrique de l'Ouest, aux bénéfices de la collaboration inter-organisationnelle pour répondre aux défis socio-économiques tels que le chômage et l'accès à l'éducation. Animée par Sobel Aziz Ngom, fondateur du Consortium Jeunesse Sénégal (CJS), et modérée par Kifayath Morou, Actrice de Changement chez Ashoka Sahel, l'événement visait à promouvoir des partenariats solides et à encourager le développement d'initiatives conjointes pour relever les défis sociaux en Afrique. Le modèle du CJS a été présenté comme un exemple concret de collaboration entre organisations de jeunesse pour maximiser l'impact dans des domaines comme l'insertion socioprofessionnelle et l'inclusion des jeunes. La masterclass a couvert les principes du modèle, partagé des études de cas réussies, et permis aux participants d'échanger des idées et des solutions pour faire face collectivement aux défis du continent.

Le webinaire sur la sécurité informatique avec Cyriac :

Le webinaire organisé par Ashoka avec Cyriac GBOGOU a réuni 45 jeunes leaders, engagés dans la promotion de contenus pertinents sur les réseaux sociaux face aux menaces populistes contre la démocratie. Pendant 60 minutes, les participants ont exploré les stratégies essentielles pour maximiser leur impact tout en assurant leur sécurité digitale. À travers des échanges dynamiques, Cyriac GBOGOU a partagé 5 conseils pratiques sur la gestion des risques numériques, la création de messages engageants et la mobilisation citoyenne en ligne. L'événement a permis aux jeunes acteurs du changement de renforcer leurs compétences en communication responsable et de mieux comprendre leur rôle dans la préservation des valeurs démocratiques à l'ère du numérique.

Showcasing de l' Ashoka Fellows Chérif Ndiaye – Fondateur de Écoles au Sénégal

Dans le cadre de la Semaine Mondiale de l'Entrepreneuriat, Ashoka Sahel a mis à l'honneur ses Fellows, des entrepreneurs sociaux ayant transformé des défis en opportunités. Un entretien a été organisé avec des Fellows sélectionnés du réseau, tels que Chérif Ndiaye, afin de mettre en lumière les opportunités, les défis et l'impact de l'entrepreneuriat social dans la région. Cette initiative visait à montrer comment le programme de Fellowship d'Ashoka a soutenu ces innovateurs en les aidant à surmonter des obstacles, à étendre leurs initiatives et à amplifier leur impact. En préparation du Changemaker Summit de février 2025, les entrepreneurs ont également partagé leurs réflexions sur le rôle de l'éducation, de la formation et de l'employabilité dans la conduite du changement systémique. L'objectif principal de ce programme était de célébrer et promouvoir les Fellows Ashoka, en soulignant leurs réussites, leurs défis et leur impact transformateur dans le cadre de la Semaine Mondiale de l'Entrepreneuriat.



mmet des
cteurs du
hangement

me :

nnovante
d'éducat
n Afrique
niques
ormation
est.

ion





**Programme
Jeunesse et
éducation**

Next gen changemakers Academy

Le programme Next Gen Changemakers Academy, conçu par Ashoka Sahel, vise à identifier, former et connecter de jeunes entrepreneurs sociaux en Afrique de l'Ouest, les dotant des compétences essentielles sur le changement systémique, en leadership, en gestion de projet, en entrepreneuriat social et innovation. Grâce à un accompagnement structuré et des partenariats stratégiques avec des experts et des Ashoka Fellows, l'académie aide les participants à comprendre et à appliquer le changement systémique pour maximiser leur impact. Offrant mentorat et réseautage, elle soutient la mise à l'échelle des initiatives et l'accès à un réseau régional et mondial de changemakers. Le programme repose sur un processus de sélection rigoureux basé sur la créativité, le travail d'équipe et le potentiel de croissance des projets, assurant aux jeunes leaders les outils nécessaires pour résoudre les défis sociaux et économiques de manière durable.

Ils ont rejoint le réseau des jeunes acteurs du changement d'Ashoka



Héritier KITUMAINI
ONG RAVEC
Développement Économique
*République Démocratique
du Congo*

Héritier Kitumaini, fondateur de l'ONG RAVEC et cofondateur de BCECOLOANS, œuvre pour l'inclusion financière des femmes et des jeunes vulnérables en RDC, aidant plus de 15 907 bénéficiaires à sortir de la pauvreté grâce aux micro-crédits et à l'accompagnement social. Son approche intégrée a permis d'améliorer le logement, la sécurité économique et la gestion financière des bénéficiaires, tout en facilitant l'accès aux services grâce à la technologie.



Viviane BONDOMA
Ukuzola
Développement Économique
Cameroun

Viviane BONDOMA, économiste du développement et fondatrice de Ukuzola, œuvre pour soutenir les jeunes entrepreneurs sociaux et environnementaux confrontés à des difficultés financières. Son initiative, basée au Cameroun, propose un espace de coliving solidaire, offrant logement, accompagnement entrepreneurial et partenariats stratégiques, avec 60 % des places réservées aux femmes. Depuis l'ouverture du premier coliving pilote à Yaoundé en 2023, Ukuzola a accueilli six entrepreneurs et prévoit de doubler sa capacité chaque année. À long terme, Viviane aspire à donner aux entrepreneurs des pays du Sud les moyens de relever les défis mondiaux, notamment ceux liés au climat et aux inégalités sociales, en créant un écosystème collaboratif favorisant l'impact durable.



Fabrice AKPAYALA
EcolabTogo
Agriculture
Togo

EcolabTogo est une startup agricole innovante qui met l'accent sur la fertilisation biologique, les semences et le traitement écologique des cultures. Son approche repose sur des intrants organiques favorisant la régénération des sols, élément essentiel souvent négligé pour une agriculture durable. Grâce à ses solutions, elle a permis aux agriculteurs de réduire leurs coûts d'engrais, restaurer des terres autrefois improductives et diversifier les cultures. Son ambition est d'élargir son impact en rendant ses méthodes accessibles et abordables à un plus grand nombre de producteurs.



Saidou SARR
Daw-Agri Sarl
Agriculture
Mauritanie

Son projet consiste en une ferme agricole innovante visant à réduire les importations de légumes en Mauritanie grâce à un système d'irrigation goutte à goutte et une application mobile équipée de capteurs d'humidité du sol. En privilégiant une production naturelle, il cherche à garantir des produits de qualité sans simplement les qualifier de bio. Dans les 12 prochains mois, il prévoit d'établir un espace de production avec une chambre froide et des bureaux, et d'ici 24 mois, d'élargir sa présence sur le marché national et international.



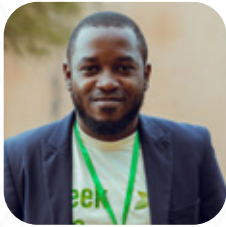
Veronica BAVUIDINSI
Yong Hope Service
Agriculture
*République Démocratique
du Congo*

Son projet vise à simplifier la cuisine congolaise, en particulier kinoise, en facilitant la préparation du ponde tout en conservant son caractère bio. Il offre une solution pratique aux personnes débordées en livrant directement du ponde préparé avec des épices, évitant ainsi les contraintes du marché et du pilage. Cette initiative permet de préserver la qualité et la saveur de la cuisine traditionnelle tout en rendant son accès plus rapide et abordable.



Celia CHABI
Kiel Bien-Être
Agriculture
Bénin

Célia Chabi, originaire de Parakou au Bénin, est la fondatrice de KIEL BIEN-ÊTRE, une entreprise sociale qui valorise le baobab en partenariat avec des femmes rurales pour améliorer la santé nutritionnelle des enfants, des femmes enceintes et des personnes âgées. En transformant les graines habituellement jetées en produits divers tels que café, huile et charbon écologique, elle crée des opportunités économiques tout en luttant contre la pollution et la déforestation. Son entreprise a formé plus de 100 femmes rurales et sensibilisé 200 jeunes filles au leadership et à l'entrepreneuriat. Engagée dans les droits humains et le soutien psycho-social, elle dirige plusieurs initiatives sociales et collabore avec des organisations internationales, intervenant également sur des forums mondiaux.



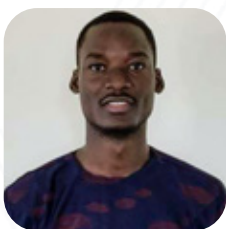
Aymane GBADAMASSI
Bras Ouverts Luna
Environnement
Togo

Aymane Adiho Gbadamassi, co-fondateur de l'association Bras Ouverts Luna et entrepreneur social, œuvre pour un avenir plus propre à travers son initiative Rôbalôtô, qui lutte contre la gestion inadéquate des déchets plastiques dans les écoles au Togo. En combinant sensibilisation, clubs environnement et poubelles connectées équipées de capteurs, il optimise la collecte et l'analyse des déchets plastiques. Ceux-ci sont triés, revendus ou transformés en sacs solaires Rôbanou pour soutenir l'éducation des enfants en zones rurales. Avec plus de 100 000 personnes touchées et un taux de recyclage de 68%, Rôbalôtô s'étend grâce à des partenariats, notamment avec le ministère de l'Éducation, permettant la création de 350 nouveaux clubs environnement d'ici 2027 et l'attribution de bourses d'études. Une application mobile récemment développée facilitera la mise en réseau des écoles et acteurs du recyclage pour une gestion autonome des déchets.



Ibrahima NGOM
Club Environnement Yoff
Environnement
Sénégal

Le Club Environnement Yoff est une association engagée dans la protection de l'environnement, basée à Yoff mais active à l'échelle nationale. Mobilisant un collectif de jeunes, il met en place des actions concrètes telles que le reboisement, le nettoyage, la formation et la sensibilisation. Sa force réside dans ses partenariats avec diverses organisations et son implication dans l'éducation environnementale des enfants. En un an, il a planté plus de 600 arbres, touché 15 quartiers, mobilisé plus de 1 000 personnes et collaboré avec plus de 50 organisations pour renforcer la préservation écologique.



Abasse WABI
WIX-clair
Environnement
Togo

WABI Abasse est le fondateur de WIX-clair, une initiative engagée dans le recyclage et la lutte contre la prolifération des déchets plastiques et de la biomasse au Togo. Face à une gestion insuffisante des déchets, son projet sensibilise les populations, installe des poubelles et développe une application innovante reliant consommateurs et producteurs pour encourager des pratiques responsables. Il vise à réduire la pollution de 63%, créer plus de 2 000 emplois, notamment pour les femmes, et fournir des données essentielles pour améliorer la gestion des déchets. Avec une approche holistique, WIX-clair ambitionne d'impacter plus de 5 millions de personnes, s'étendre à des villes clés comme Lomé, Tsévié et Aného dans les 12 mois, et développer de nouvelles fonctionnalités et partenariats sur 5 ans afin de transformer les déchets en ressources valorisées.



Belibi Armel NAGALO
Association Save the Victim's (SAVI)
Humanitaire
Burkina Faso

Belibi Armel NAGALO, juriste et consultant expérimenté, préside l'association Save the Victim's (SAVI), où il élabore des projets d'aide juridique et socio-économique pour les personnes défavorisées et victimes de violences. Fort d'une maîtrise en droit privé et d'un master en management et droit des affaires, il est également enseignant et expert formateur. Son engagement bénévole vise à rétablir l'identité et l'appartenance des déplacés internes au Burkina Faso, facilitant l'accès aux documents officiels et défendant leurs droits via un projet d'aide juridique mobile. Grâce à une approche innovante et un contact direct avec les bénéficiaires, son initiative a déjà permis d'établir plus de 100 actes de naissance et pièces d'identité gratuitement, renforçant l'accueil et l'intégration des victimes dans la société.



Thiara LOUM
DEF TE YALLAH TAKH
 Humanitaire
Sénégal

Ce projet vise à soutenir les populations vulnérables—prisonniers, enfants des rues, personnes à faible revenu et celles vivant avec un handicap—en misant sur le transfert de compétences, la création de valeurs et le financement participatif. Son ambition est d'impacter positivement un maximum de couches sociales défavorisées et d'inspirer les jeunes à reproduire cette initiative au sein de leurs propres communautés.



Séfako SEGBEDJI
Need Forever
 Humanitaire
Togo

Cette initiative vise à améliorer le bien-être des enfants démunis et orphelins en leur offrant des dons, une formation en activités génératrices de revenus et un accompagnement éducatif pour leur insertion sociale et professionnelle. Depuis 2021, elle a impacté plus de 2 000 jeunes grâce à des collaborations avec 8 associations et des experts. Son approche novatrice combine formation et suivi pour répondre aux défis liés à l'éducation et à la santé. Dans les 12 à 24 prochains mois, elle ambitionne une reconnaissance nationale et un élargissement de son action à la sous-région et aux partenaires internationaux.



Kifayath MOROU
Be A Blessing
 Education et Formation
Togo

L'Atelier du Savoir répond aux besoins éducatifs des jeunes et à l'autonomisation des femmes diplômées en couture en offrant un espace de développement et de travail décent. Son approche innovante repose sur l'implantation stratégique dans des communes en croissance démographique, où les initiatives intégrales manquent. À ce jour, ses campagnes de lecture ont touché plus de 4 000 élèves grâce à sa bibliothèque présente dans 7 villages. Dans les 12 prochains mois, il prévoit d'introduire des cours numériques pour renforcer la formation des jeunes, et d'ici 24 mois, d'accroître sa capacité d'accueil de couturières de 5 à 30 artisanes par jour.



Mariame BALDE
Support & Protect the Children
 Education et Formation
Guinée

Support & Protect the Children est une ONG engagée dans l'épanouissement des enfants en Guinée et en Afrique à travers l'éducation, la science et la culture. En novembre 2020, elle a initié le Projet d'Appui à la Scolarisation des Enfants (PASE), aidant 166 enfants vulnérables à accéder à l'éducation. Face au manque de formation numérique des lycéens, elle a lancé en janvier 2022 le projet I-Education, qui forme les élèves à l'informatique, au leadership et à la gestion des réseaux sociaux, directement dans les écoles pour surmonter les barrières d'accès. Classé parmi les 12 meilleurs projets africains en Civic Leadership, I-Education a déjà formé 250 jeunes et bénéficie d'un partenariat avec le ministère de l'Enseignement Pré-universitaire pour élargir son impact.



Ayaovi DIELO
Blue Univers Africa
 Education et Formation
Togo

Ayaovi Ganyo Diello est le fondateur de Blue Univers Africa, une initiative dédiée à l'éducation des jeunes entrepreneurs africains à travers l'économie circulaire. À la tête d'une équipe de six jeunes engagés, il développe une plateforme d'e-learning en partenariat avec des organismes mondiaux, facilitant l'accès au savoir sur la gestion des déchets et la création d'emplois durables. Son projet intègre le digital pour moderniser l'apprentissage et sensibiliser sur un mode de production responsable. Ambitionnant de devenir une académie nationale d'économie circulaire au Togo dans les 24 mois, Blue Univers Africa vise à fédérer les jeunes entrepreneurs et à étendre son impact régional. Ayaovi, inspiré par des valeurs de partage et de transformation sociale, structure la formation en soft skills pour un changement de paradigme, et en hard skills pour l'application pratique des projets circulaires. Son engagement lui a valu le prix Africa Business Awards à Paris en 2023.



Neully GOHI LOU
Digital women Active Africa
 Education et Formation
Côte d'Ivoire

Neully Gohi, titulaire d'un Master en Communication, est passionnée par le digital et développe des compétences en Community management, copywriting et Brand management. Engagée pour l'éducation des filles et des femmes dans les STEM, elle fonde DIGITAL WOMEN ACTIVE AFRICA (DWA-AFRICA), une organisation visant à autonomiser et former les jeunes femmes en milieu urbain et rural. À travers la sensibilisation, le réseautage et l'insertion professionnelle, son initiative cherche à réduire la fracture numérique et à atteindre une représentation d'au moins 50% de femmes dans les métiers STEM, en leur fournissant les compétences et ressources nécessaires pour renforcer leur compétitivité.



ADJAMBRI Franck
Young Generation
Network Initiatives
Education et Formation
Côte d'Ivoire

Franck présente une initiative visant à stimuler la croissance économique des villes de l'intérieur dans les pays francophones, en s'attaquant au chômage des jeunes, notamment à Dimbokro en Côte d'Ivoire. Son Programme d'Accompagnement et de Formation à l'Insertion Professionnelle des Jeunes (PAFIP) facilite la formation et l'encadrement des jeunes, reliant diplômés, porteurs de projets et entrepreneurs. Grâce à un club entrepreneur de plus de 30 membres, il accompagne les jeunes ruraux dans la formalisation et le financement de leurs projets. À ce jour, plus de 1 000 personnes ont été impactées, et des collaborations avec des institutions locales et internationales renforcent l'initiative. Son ambition est d'élargir son action pour connecter chaque jeune à l'entrepreneuriat social.



Abdoul BALDE
Troupe Artistique Pottal
Education et Formation
Guinée

L'initiative artistique Pottal vise à préserver les valeurs culturelles du Foutah Djallon en Guinée face à leur déclin, notamment le folklore, l'artisanat et l'agriculture traditionnelle. À travers le festival annuel organisé dans LE VILLAGE, une reconstitution de la vie ancienne du Foutah, elle favorise les échanges culturels et économiques entre villes et pays invités. Ce projet ne se limite pas à un événement festif, mais cherche à sensibiliser les habitants à l'importance de leurs racines et à démontrer qu'un développement durable peut être atteint en valorisant l'éducation tradi-moderne.



**Peinda Ka
Kanarimagik**
Education et Formation
Sénégal

Le projet CREALAB THÈQUE, initié par Kanarimagik avec le soutien de la Ville de Dakar dans le cadre du programme Dakar Ville Créative UNESCO, vise à encourager l'innovation en réunissant les acteurs des industries créatives, du design, de l'entrepreneuriat et du numérique. Situé à Ngor, il répond aux défis économiques et sociaux locaux en offrant un espace d'apprentissage et de création collaborative, avec des ateliers, formations et programmes d'accompagnement. En favorisant les liens sociaux et en dynamisant l'environnement, il aspire à stimuler l'émergence de projets numériques locaux. Dans les 12 à 24 prochains mois, l'initiative prévoit d'étendre son impact en ouvrant d'autres CréalabThèques dans les centres socioculturels de Dakar.



Parfait Taiwe
DigiEduCivic
Technologie
Cameroun

Son projet vise à sensibiliser les jeunes aux risques des plateformes numériques, notamment le cyberharcèlement et la désinformation, en renforçant leurs compétences en vérification des faits et en alphabétisation numérique. De 2020 à 2023, 500 jeunes ambassadeurs ont été formés, des clubs EMI ont été créés et plus de 100 jeunes ont été sensibilisés sur la citoyenneté numérique. Grâce à une plateforme en ligne et à des collaborations médiatiques, son initiative continue d'éduquer la population. En 2023, une coalition de 30 organisations, le réseau Woila Stop Hate, s'est fixé pour objectif d'impacter 1 500 jeunes et de réduire de plus de 30% les fausses informations et les discours de haine en ligne.



**Lova
ANDRIANANTENIAINA**
ISIKA
Technologie
Madagascar

ISIKA œuvre pour renforcer la participation citoyenne et la Civic-Tech à Madagascar en facilitant l'implication des habitants dans les décisions publiques. Grâce à une plateforme numérique innovante, chaque citoyen peut signaler les besoins de sa communauté et être consulté par les autorités afin de co-construire des politiques inclusives adaptées aux réalités locales. Cette initiative vise à combler le manque de dialogue entre citoyens et décideurs, en promouvant un développement local plus représentatif. Dans les prochains mois, ISIKA ambitionne de vulgariser son outil et de collaborer avec davantage de collectivités pour ancrer l'approche participative dans la gouvernance locale.



Djerabe Luno
E-Numérique Digital
Technologie
Tchad

Son projet vise à révolutionner le secteur sanitaire au Tchad et en Afrique grâce à l'intelligence artificielle et aux plateformes digitales innovantes. En développant un système de gestion intégré pour les hôpitaux et cliniques, il cherche à faciliter le suivi des activités hospitalières et à centraliser la gestion des ressources humaines. La solution inclut une plateforme intuitive, un chat intégré, des tableaux de bord, des outils de gestion du personnel, et des services de télé-suivi pour les patients et les médecins. À long terme, cette initiative ambitionne d'améliorer la qualité des soins, d'optimiser la communication interne et de servir de base aux études épidémiologiques, en garantissant la sécurité et l'accessibilité des données médicales via un serveur de sauvegarde exploité par des organismes internationaux.



Ghislaine AKAKPO
ProGen Benin
Genre
Bénin



Hawa SOW
Action-Éducation
Genre
Sénégal

Setchemin Ghislaine Akakpo est la fondatrice de ProGen Benin, une organisation dédiée à l'éducation et à l'égalité des sexes, soutenant les enfants, adolescentes et femmes au Bénin. Grâce à une équipe engagée, elle lutte contre la précarité menstruelle en milieu scolaire en développant des serviettes hygiéniques lavables à haute absorption et propriétés antimicrobiennes. Son initiative a déjà aidé 400 filles rurales et vise à distribuer 1 000 kits chaque année scolaire. Avec une subvention de 10 000 dollars obtenue via le Citizen Diplomacy Action Fund, elle prévoit la création d'une unité de production pour assurer la pérennité du projet. Forte de son expérience et de son leadership précoce, elle œuvre pour l'autonomisation des filles, inspirée par son propre parcours éducatif.

Diplômée en droit à l'Université Cheikh Hamidou KANE, elle est engagée dans l'association Action-Éducation, dont la mission est de promouvoir la scolarisation des filles et de soutenir leur parcours académique. Bénévole à Action-Éducation et coordinatrice locale du Programme VOIX DES JEUNES LAB, elle forme également les femmes rurales et conseillères municipales sur leurs droits. Son action de terrain se concentre sur l'égalité des genres et les droits des filles. Avec une ambition de reconnaissance nationale et internationale, elle œuvre pour le bien-être des filles et l'accès à une éducation de qualité.

Seconde phase : justice climatique et la durabilité environnementale

Dans le cadre du renforcement de la justice climatique, plusieurs actions stratégiques seront mises en œuvre afin de mobiliser les jeunes, les établissements scolaires, les communautés affectées et les acteurs des industries extractives. Parmi les initiatives prévues figurent la sélection des cinq meilleures productions de plaidoyer issues des écoles partenaires, ainsi que l'organisation de webinaires éducatifs visant à sensibiliser les jeunes aux enjeux liés à la justice climatique. Des webinaires thématiques permettront également de présenter des solutions concrètes autour de deux axes principaux : les stratégies d'adaptation au changement climatique, en s'interrogeant sur l'inclusion des communautés vulnérables, et la justice climatique dans le Sud global, en mettant en lumière les lacunes politiques et les opportunités de plaidoyer pour un changement structurel. Ces actions ont pour objectif de promouvoir un plaidoyer structuré afin d'inciter les pollueurs à contribuer financièrement aux initiatives locales de réparation, d'adaptation et de résilience. Elles visent également à impliquer activement les industries extractives dans des démarches concrètes de justice climatique, à encourager des pratiques plus écologiques et responsables de la part des entreprises, et à favoriser la co-création entre jeunes activistes, leaders communautaires, défenseurs de l'environnement et acteurs industriels. Les résultats attendus incluent l'émergence de jeunes leaders engagés pour la justice climatique et énergétique, la mise en place d'un réseau collaboratif pour le partage de solutions durables, ainsi qu'un appel fort et collectif contre les injustices climatiques et les systèmes d'oppression.

Développement de la stratégie de communauté de pratique (COP)

La stratégie de communauté de pratique pour la justice climatique repose sur l'implication de trois catégories d'acteurs clés : les établissements scolaires, les organisations locales et les parties prenantes industrielles. Elle vise à favoriser l'engagement des jeunes, à renforcer le plaidoyer communautaire et à encourager les réformes politiques en faveur de la justice environnementale. Ce cadre stratégique prévoit l'organisation de concours et d'ateliers dans les écoles, la mise en place de défis participatifs et de webinaires pour les ONG locales, ainsi que des panels de discussion et des études de cas associant les industries extractives et les décideurs publics. Les principaux objectifs sont de renforcer le leadership des jeunes, de mobiliser activement les communautés, d'intégrer la justice climatique dans les programmes éducatifs et de promouvoir des solutions locales, inclusives et collaboratives, en faveur d'une transition écologique équitable.



A photograph of a man in a dark suit, light-colored shirt, and glasses, looking down at a document he is holding. He is smiling slightly. In the foreground, the back of another person's head and shoulder is visible, partially obscuring the man. The entire image has a dark blue overlay.

Engagement de l'écosystème



Webinaire avec SOS Village d'Enfants :

ans le cadre du partenariat entre ASHOKA Sahel et SOS Villages d'Enfants Afrique de l'Ouest et du Centre (SOS VE WCNA), un webinaire sur l'entrepreneuriat social s'est tenu le 13 juin 2024. L'événement a rassemblé 16 accompagnateurs nationaux (ANs) et 281 jeunes participants (dont 129 femmes), issus des programmes de SOSVE. Il visait à renforcer les capacités des jeunes à devenir des acteurs du changement, en leur offrant des outils concrets pour initier des projets à fort impact social.

Le webinaire a permis d'introduire les concepts clés de l'entrepreneuriat social, de présenter la mission d'ASHOKA, et de valoriser le rôle des jeunes en tant que changemakers. L'intervention inspirante d'une Fellow ASHOKA a illustré un cas concret de projet social innovant, né d'une observation de terrain et ayant évolué en réponse à des besoins sociaux variés, notamment au sein de la prison de Rebeuss.

Les échanges ont mis en avant des messages clés :

- Le réseautage comme levier essentiel pour initier un projet ;
- L'importance de l'état d'esprit entrepreneurial (volonté, résilience, adaptabilité) ;
- L'absence de barrières d'âge ou de financement pour démarrer une initiative ;
- La nécessité de se former, d'être transparent et de bâtir une communauté engagée.

Cette activité s'inscrit pleinement dans les objectifs du partenariat ASHOKA-SOSVE, qui entend outiller les jeunes pour qu'ils deviennent des leaders du changement dans leurs communautés. Elle a constitué une étape importante dans le renforcement de leur employabilité, de leur autonomie et de leur impact social.

Le sommet des Acteurs du Changement - SACH2025

Tout au long de l'année 2024, Ashoka Sahel a intensifié la co-création du Sommet des Acteurs du Changement (SACH), initiée en 2023 avec plusieurs innovateurs sociaux et partenaires stratégiques. Cette phase a été marquée par des échanges structurés avec plus d'une centaine d'organisations, issues de la société civile, d'institutions publiques et du secteur privé à l'échelle sous-régionale. Des rencontres en ligne et en présentiel ont permis d'élargir la communauté de co-créateurs, de consolider les objectifs du sommet et de poser les fondations d'un événement inclusif centré sur l'éducation, la formation et l'employabilité des jeunes.

La mobilisation s'est également élargie à l'échelle institutionnelle avec l'engagement d'acteurs politiques clés, notamment la Présidence du Sénégal et le Ministère de l'Éducation nationale. Cette dynamique collaborative a ancré le sommet dans une logique systémique, dépassant les approches fragmentées, pour favoriser des solutions durables. L'année 2024 a ainsi été une étape décisive dans la construction collective d'une réponse régionale aux enjeux d'autonomisation des jeunes et de transformation sociale.

Nos Partenaires



Devenez partenaire

Pour toute collaboration, veuillez contacter:

Tchanlandjou Kpare
Directeur Régional
tkpare@ashoka.org

Marthe Berthile Kanfom
Assistante Programme Jeunesse
mkanfom@ashoka.org



Conclusion

L'année 2024 a confirmé l'élan structurant d'Ashoka Sahel en faveur d'un changement systémique porté par des leaders engagés dans leurs communautés. À travers ses initiatives Venture, Jeunesse & Éducation, Fellowship et Écosystème Building, Ashoka a su consolider un réseau d'innovateurs sociaux capables d'apporter des réponses concrètes, ancrées dans les réalités locales, aux défis sociaux, économiques et environnementaux du Sahel.

Les résultats obtenus, qu'il s'agisse de la sélection de nouveaux Fellows, du soutien aux jeunes changemakers ou des espaces de réflexion collaborative, renforcent notre engagement à amplifier l'impact de ces acteurs du changement et à favoriser les synergies régionales. En mobilisant les communautés, les institutions et les entreprises autour de valeurs partagées d'éthique, de solidarité et d'innovation, Ashoka Sahel s'affirme comme un catalyseur essentiel de transformation sociale dans la région.